

De nombreux Québécois sont mal préparés pour la retraite

Le Journal de Québec · 6 oct. 2022 · 35 · Emmanuelle Gril emmanuelle.gril @quebecormedia.com

Près de 40 % des Québécois n'auraient pas cotisé à leurs REER en prévision de la retraite, selon un sondage. Sans surprise, environ 30 % estiment qu'ils ne seront pas à l'abri de la précarité financière une fois qu'ils auront quitté le marché du travail.

Ces statistiques préoccupantes ressortent d'un sondage Léger réalisé pour le compte de l'observatoire de la retraite et de l'institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC). François L'italien, coordonnateur de l'observatoire de la retraite, nuance toutefois ce constat. « Les REER constituent effectivement une composante de l'épargne retraite et complètent le revenu à la retraite. Mais du point de vue de la couverture financière, ce sont plutôt les régimes d'employeurs et les régimes publics qui en assurent la plus large part », tempère-t-il.

PAS DE REER NI DE RÉGIME PRIVÉ DE RETRAITE

Près de quatre répondants sur dix (37 %) ont indiqué ne pas avoir cotisé à leur REER en prévision de la retraite. Les personnes ayant un revenu annuel de moins de 40 000 \$ font d'ailleurs partie de celles qui ont le moins cotisé (69 %). Celles qui se disent mal informées sur les aspects financiers de la retraite représentent aussi une importante proportion (54 %), de même que les répondants ayant une scolarité de niveau primaire ou secondaire (52 %).

Par ailleurs, 38 % des Québécois interrogés disent ne pas avoir accès à un régime privé de retraite, notamment ceux qui touchent un revenu de moins de 40 000 \$ (67 %).

« Il reste que 59 % pourront bénéficier d'un régime d'employeur, ce qui constitue une bonne nouvelle. Cependant, ce que le sondage ne dit pas, c'est la qualité de ces régimes et s'ils seront en mesure de fournir un revenu décent et viable à la retraite », souligne François L'italien.

PRÉCARITÉ FINANCIÈRE ET CRAINTE POUR LA RETRAITE

Trois répondants sur dix (29 %) estiment qu'ils pourraient se retrouver dans une situation de précarité financière à la retraite, en particulier ceux qui ont un revenu de moins 40 000 \$ par an (51 %), qui sont mal informés sur les aspects financiers de la retraite (45 %), ou encore qui n'ont pas de régime privé de retraite (42 %) ni de REER (40 %). Certains pourraient donc se voir forcés de demeurer plus longtemps sur le marché du travail, ce qui, de l'avis de François L'italien, ne constitue pas la panacée.

Malgré les nuages noirs qui s'amoncellent, la retraite a encore un écho positif chez la majorité des répondants (55 %), en particulier chez ceux qui ont accès à un régime de retraite privé, qui ont des REER et chez les mieux nantis. Néanmoins, cette perception pourrait ne pas passer le test de la réalité si les revenus ne sont pas au rendez-vous et que certains retraités doivent finalement se résoudre à demeurer sur le marché du travail plus longtemps ou à y retourner.

« Avec la conjoncture économique et le poids de l'inflation sur les revenus de retraite, cela pourrait changer la donne », fait valoir François L'italien.

SITUATION DES RETRAITÉS

De leur côté, 84 % des retraités interrogés dans le cadre de ce sondage mentionnent qu'ils sont en bonne position financière. En revanche, 13 % soulignent que leur situation est mauvaise, en particulier ceux qui ont des revenus de 40 000 \$ et moins (30 %).

Concernant les principales sources de revenus, 84 % d'entre eux reçoivent des prestations des régimes publics de retraite. Dans cette tranche, les retraités ayant un revenu de 40 000 \$ à 59 000 \$ sont particulièrement représentés (97 %). Par ailleurs, 63 % des retraités interrogés reçoivent des montants issus de leurs placements personnels, et ils sont plus nombreux (81 %) chez ceux dont le revenu est de 60 000 \$ par an et plus.

REPENSER LA RETRAITE DE DEMAIN

Soixante-treize pour cent des répondants considèrent que les régimes de retraite doivent être réformés en profondeur afin de mieux soutenir la vaste majorité des personnes qui quitteront le marché du travail dans les prochaines années.

Une statistique révélatrice selon François L'italien, qui souligne qu'un véritable débat de société devrait être réalisé à ce sujet.

« Le système actuel a atteint ses limites. Il est urgent de repenser ce modèle, car la composante des revenus de retraite liée au régime des employeurs ne livre pas la marchandise. C'est un moment charnière pour faire des choix collectifs et avoir une approche concertée. Sans cela, en 2040, les retraités devront continuer à travailler avant de pouvoir accéder à la liberté qu'ils espèrent », prévient-il.

Ce sondage a été réalisé par Léger auprès de deux échantillons totalisant 1200 répondants, durant le mois de juillet 2022.